

La balkanisation du Proche-Orient

par Georges Corm

Janvier 1983, pages 2-3

^{LE} MONDE *diplomatique* ^{LE} MONDE *diplomatique*
La balkanisation du Proche-Orient

Depuis 1975, date d'ouverture de la crise libanaise, il est de plus en plus question

de la « balkanisation » non seulement du Liban mais aussi de l'ensemble du Proche-Orient. Le chef du Bloc national libanais, M. Raymond Eddé, n'a pas cessé de dénoncer un complot américano-sioniste dont M. Kissinger serait l'inspirateur et qui aurait commencé à prendre corps avec l'invasion de Chypre par la Turquie en 1974 et la division *de facto* de l'île en une zone grecque et une zone turque. Partage du Liban entre chrétiens et musulmans, balkanisation de l'ensemble de la région : c'est ce que redoute, et il le répète avec la plus grande constance depuis 1974, cet homme politique libanais, resté au-dessus de la mêlée : « *Je continue à soutenir, déclarait-il au journal le Monde du 16 décembre 1975, que nous sommes en présence d'un plan américain visant à la partition du Liban, laquelle conduirait à plus ou moins brève échéance à l'éclatement de la Syrie. L'objectif est la création, aux côtés d'Israël, de plusieurs Etats à caractère confessionnel, des Etats tampons qui contribueraient à la sécurité de l'Etat juif. Bref, le plan est de balkaniser la région* » (1).

Il n'est pas seul à avoir cette crainte, et les événements récents semblent lui donner de plus en plus de crédit. Ainsi, le prince Hassan, frère du roi Hussein de Jordanie, homme lui aussi de réflexion sereine, écrivait le 3 septembre de cette année dans le *Times* de Londres : « *La perspective d'un éclatement de la grande Syrie entre druzes, maronites et fondamentalismes chiite et sunnite coïncide avec le développement du grand Israël. Tout cela implique une aggravation de la souffrance des Palestiniens dépossédés, dont le respect des droits inaliénables est crucial pour la paix durable.* »

L'invasion du Liban par Israël au cours de l'été, l'assassinat mystérieux de Bechir Gemayel, président élu, vingt-deux jours après son élection et une semaine avant sa prise de fonction alors qu'il commençait à cimenter la population libanaise autour de sa personne, le refoulement des réfugiés palestiniens vers les zones tenues par l'armée syrienne dans la plaine de la Bekaa à la suite des massacres commis à proximité de l'armée israélienne au Sud-Liban et à Beyrouth, le déclenchement d'hostilités graves entre milices druzes et chrétiennes dans le Chouf, zone centrale du Mont-Liban, où l'armée israélienne est omniprésente : autant d'éléments qui accréditent à nouveau la thèse d'un complot en vue de balkaniser le Proche-Orient.

Cette thèse est renforcée par les développements malheureux de la guerre irako-iranienne où, contre toute attente, le fondamentalisme chiite iranien, non seulement a survécu au coup de

boutoir de l'offensive militaire irakienne en 1980, mais est passé aujourd'hui à la contre-offensive militaire et politique. Depuis le printemps 1982, l'armée iranienne a pénétré en territoire irakien, et un ayatollah irakien a récemment formé à Téhéran un Conseil de la révolution islamique qui revendique la légitimité politique en Irak.

Pour assurer la sécurité d'Israël, faire éclater les pays du monde arabe en une multitude d'entités à caractère ethnique ou religieux

On ne peut d'ailleurs que rappeler ici combien le triomphe du fondamentalisme religieux chiite en Iran a contribué à accentuer les facteurs de désintégration au Proche-Orient en créant une atmosphère de méfiance entre éléments sunnites et éléments chiites dans toute la région, en particulier dans les pays pétroliers de la péninsule Arabique (2). L'alignement de la Syrie officielle sur les positions iraniennes dans le conflit avec l'Irak n'a fait qu'amplifier cette situation. Les officiels irakiens dénoncent de plus en plus l'"alliance objective" d'Israël et de l'Iran pour le démantèlement du monde arabe. Une récente correspondance de Bagdad dans le *Monde* décrit bien le sentiment irakien à ce sujet : *"Le schéma de cette « atomisation » serait en gros, pour les Irakiens, le suivant : trois Etats en Irak, un kurde sunnite au nord, un sunnite arabe au centre et un chiite arabe au sud ; trois ou quatre Syrie, dont une druze, une alaouite et une sunnite ; quatre ou cinq Liban répartis entre maronites et autres chrétiens, sunnites et chiites ; deux Jordanie, celle des bédouins et celle des Palestiniens, sans parler de la Cisjordanie annexée par Israël. Quant à l'Arabie Saoudite, il conviendrait de la ramener à la mosaïque tribale qu'elle était avant la création du royaume en 1933, de façon qu'elle n'ait pas plus de poids que le Koweït, Bahrein, Qatar et les autres émirats du Golfe. Les Irakiens estiment que toutes ces petites entités seraient non seulement incapables de s'unir, mais qu'elles seraient en outre paralysées par d'interminables querelles pour des questions de frontières, de routes, d'eau, de pétrole, de mariage, d'héritage, etc. Chacune d'elles étant plus faible qu'Israël, ce dernier retrouverait ainsi sa suprématie pour un demi-siècle au moins"* (3).

Tout cela pourrait paraître imaginaire si une littérature israélienne ne donnait corps aux thèses de la balkanisation. Un exemple parfait en est fourni par un texte récent d'un journaliste, ancien fonctionnaire du ministère israélien des affaires étrangères (4), qui mérite d'être longuement évoqué. L'auteur se plaint amèrement que le gouvernement israélien se soit jusqu'ici laissé prendre par les perspectives de paix au point de commettre l'erreur de signer les accords de Champ David et de restituer le Sinaï à l'Egypte, alors que de formidables occasions se présentent pour désintégrer le Proche-Orient (y compris la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan) sur des bases ethniques et religieuses. A l'ère nucléaire, estime-t-il, la survie d'Israël ne peut être assurée que par une telle désintégration : *« Il faut désormais disperser les populations ; c'est un impératif stratégique. Faute de cela, nous ne pouvons survivre, quelles que soient les frontières. »*

Un démantèlement des États, qui pourrait commencer par l'Égypte, renouerait avec les politiques coloniales de la France et de l'Angleterre

Toute la politique israélienne doit donc viser à déstabiliser les pays arabes et islamiques, en priorité l'Égypte et les pays du Croissant fertile : *« Démanteler l'Égypte, amener sa décomposition en unités géographiques séparées : tel est l'objectif politique d'Israël sur son front occidental, dans les années 1980... Si l'Égypte se désagrège, des pays tels que la Libye, le Soudan et même des Etats plus éloignés ne pourraient pas survivre sous leur forme*

actuelle... On aura alors un Etat chrétien copte en Haute-Egypte, et un certain nombre d'Etats faibles, au pouvoir très circonscrit, au lieu du gouvernement centralisé actuel ; c'est le développement historique logique et inévitable à long terme, retardé seulement par l'accord de paix de 1979 » .

Imperturbablement, l'auteur poursuit sa description de l'atomisation du monde arabe : « *La décomposition du Liban en cinq provinces préfigure le sort qui attend le monde arabe tout entier, y compris l'Egypte, la Syrie, l'Irak et toute la péninsule arabe ; au Liban, c'est déjà un fait accompli. La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur un front est ; à court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces Etats. La Syrie va se diviser en plusieurs Etats, suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un Etat alaouite chiite ; la région d'Alep, un Etat sunnite ; à Damas, un autre Etat sunnite hostile à son voisin du nord ; les druzes constitueront leur propre Etat, qui s'étendra sur notre Golan peut-être, et en tout cas dans le Haourân et en Jordanie du Nord. Cet Etat garantira la paix et la sécurité dans la région, à long terme ; c'est un objectif qui est dès à présent à notre portée. »*

S'agit-il d'un « *fantasme aberrant, irrationnel, analphabète, qui remplit la tête des dirigeants israéliens* » ? C'est ce que pense un bon connaisseur de la réalité israélienne, qui affirme d'autre part : « *Cet orientalisme israélien officiel, militaire, pense avoir découvert la réalité de la société moyenne-orientale ; un ordre de paix au Moyen-Orient doit être fondé sur la nature profonde de cette société et non pas sur des formes artificielles, importées de l'Occident comme le sont les Etats-nations modernes à base territoriale ; l'idéal de ce nouvel ordre régional dans lequel l'Etat sioniste d'Israël s'intégrerait comme un poisson dans une colonie de poissons, c'est le démantèlement des Etats dans leurs frontières actuelles et leur remplacement par une multitude de mini-Etats confessionnels* » (5).

De son côté, Israël Shahak, président de la Ligue israélienne des droits de l'homme (non reconnue par le gouvernement israélien), commente le texte « Stratégie pour Israël dans les années 1980 », cité ci-dessus, en disant : « *Il ne faudrait pas pour autant regarder ce projet comme dénué de toute portée pratique ou irréalisable, au moins à court terme. Le projet reproduit fidèlement les théories « géopolitiques » qui avaient cours en Allemagne dans les années 1890-1933, qui furent adoptées telles quelles par Hitler et le nazisme, et qui guidèrent leur politique en Europe de l'Est. Les objectifs fixés par ces théories, en particulier le démantèlement des Etats existants, reçurent un début de réalisation de 1939 à 1941, et seule une coalition à l'échelle mondiale en empêcha l'application à long terme* » (6).

En réalité, l'incroyable et inextricable mosaïque de minorités ethniques et religieuses de cette région du monde, point de convergence très sensible, depuis la plus haute Antiquité, des grands courants de civilisation et de puissance géopolitique d'Asie et d'Europe, a toujours fasciné conquérants et stratèges. Point n'est besoin de remonter très loin dans l'histoire : au dix-neuvième siècle, la vive rivalité coloniale entre la France et l'Angleterre pour la domination du Proche-Orient aboutit à provoquer de terribles massacres entre druzes et maronites dans les régions mêmes qui sont aujourd'hui à nouveau secouées par la violence collective entre ces deux communautés. Certes, la politique de l'Empire ottoman, déjà menacé d'éclatement sous la pression des ambitions coloniales européennes, n'est pas étrangère à ces massacres. Mais alors que l'on se battait jusque-là dans le Mont-Liban et dans les diverses provinces syriennes et palestiniennes avoisinantes sur des bases tribales ou dans le contexte de rivalités de sous-hégémonies régionales, ce sont les politiques coloniales qui imposent aux populations locales, d'une part, le regroupement sur des bases religieuses ; d'autre part, le glissement des antagonismes tribaux et régionaux vers des antagonismes purement confessionnels (7).

Le déchaînement des antagonismes ethniques, notamment entre Kurdes, Turcs, Arméniens et Grecs que l'Empire ottoman avait réussi à intégrer sans heurts dans ses structures décentralisées, sera aussi le fait des ambitions européennes qui se préparent à recueillir la

succession de l'Empire ottoman. La France et l'Angleterre ayant armé ces minorités, leur ayant fait toutes sortes de promesses contradictoires, de terribles massacres commencent dès les premières années du vingtième siècle, qui culmineront en 1917-1920. Le sursaut militaire turc conduit par Mustapha Kemal, qui empêche le démembrement total et définitif de la Turquie, ainsi que le retrait des troupes alliées de Cilicie pour faire face aux graves menaces de rébellions arabes en Irak, en Syrie, en Palestine et en Egypte, livrent les Grecs d'Asie Mineure et les Arméniens aux terribles représailles des Turcs et des Kurdes ; ces derniers deviendront ensuite eux-mêmes des victimes, et on les éparpillera entre les différentes nouvelles entités étatiques qui se mettent en place.

Quelques années plus tard, la France, pour faire face à l'"irrédentisme" syrien, découpe durant quelques années la Syrie en plusieurs « Etats » autonomes, dont deux Etats à base confessionnelle, celui du Djebel druze et celui des Alaouites, sans parler du statut spécial de la région d'Antioche et d'Alexandrette, qui sera cédée par elle à la Turquie à la veille de la seconde guerre mondiale. De son côté, l'Angleterre coloniale s'appuie partout sur les minorités : coptes en Egypte, Assyriens en Irak enrôlés dans les troupes spéciales pour mater les diverses révoltes de tribus locales, immigrants juifs en Palestine. Après la découverte de pétrole dans la région de Mossoul en Irak, les Anglais envisagent même la création d'un Etat assyrien. Les Assyriens paieront très cher cet enrôlement dans les projets coloniaux britanniques ; massacrés dans les années 1930 sous les yeux mêmes de l'armée britannique qui les avait si bien envoyés à la boucherie, beaucoup s'enfuiront, traumatisés, vers le Liban, tout comme les Arméniens l'avaient fait avant eux.

De son côté, et jusqu'à la révolution iranienne, l'"irrédentisme" kurde ne s'exercera après la seconde guerre mondiale de façon généralisée que sur le territoire irakien ; sa montée, qui n'est évidemment pas le seul fait de « complots » impérialistes et sionistes, coïncide toutefois étrangement avec les efforts de l'Irak dans les années 1960 et 1970 pour récupérer son patrimoine pétrolier et se présenter comme le fer de lance de la révolution arabe et de la lutte contre le sionisme. Etrangement, les Kurdes de Turquie et d'Iran, qui ne jouissent pourtant pas de la reconnaissance de droits minimums que l'Irak a fini par concéder, ne suivent pas, au cours de ces années, leurs frères d'Irak.

Tout État fondé sur l'exclusivisme religieux porte en germe la désintégration d'un pays pluraliste comme le Liban

SI la déstabilisation du Proche-Orient sur des bases ethniques et religieuses à l'époque contemporaine trouve bien son origine dans les ambitions des puissances extérieures, il faut toutefois attendre la création de l'Etat d'Israël - et l'éviction de la population palestinienne de son territoire en 1948 - pour assister à l'apparition du premier Etat fondé sur une base exclusivement confessionnelle. Toutes les autres tentatives avaient jusqu'alors lamentablement échoué, y compris celle du dix-neuvième siècle, qui dura quinze ans (1845-1860), pour couper le Mont-Liban en deux cantons (caïmacam), l'un druze et l'autre maronite, ou celle du vingtième siècle pour créer en Syrie un Etat druze et un Etat alaouite, ou encore la tentative anglaise en Egypte de couper la minorité copte du mouvement national incarné par le parti Wafd. C'est l'émergence de l'Etat juif qui a créé le véritable précédent. Dans une région aussi sensible et aussi riche en minorités diverses, un tel précédent devait, par la force des choses, lancer les germes d'une désintégration selon les clivages ethniques et religieux ; désintégration sans laquelle la survie d'un Etat dont l'existence et le fonctionnement reposent sur une identité religieuse peut en effet être difficilement envisageable à long terme.

La préoccupation du gouvernement israélien, lors de la création de l'Etat hébreu, fut d'abord d'accélérer le déracinement des minorités juives de souche arabe en Irak, au Yémen, au Maroc pour accélérer l'immigration en Palestine. Très rapidement, au milieu des années 1950, il se tourna vers le Liban, où le fonctionnement relativement harmonieux du pluralisme

communautaire pouvait menacer à long terme la survie du modèle israélien d'exclusivisme religieux. Toutefois, à cette époque, les velléités de déstabilisation du Liban n'eurent pas de suites. Cependant, la persistance d'une démocratie consensuelle entre communautés religieuses diverses au Liban devint proprement explosive pour Israël, lorsque les mouvements de résistance palestinienne commencèrent au début des années 1970, en invoquant l'exemple du Liban, à réclamer une solution du conflit israélo-arabe sur la base de l'instauration d'un régime laïque et démocratique garantissant également les droits des juifs, des musulmans et des chrétiens en Palestine. Etrangement, à partir de ce moment, le Liban s'enfonce dans une guerre civile atroce où l'on s'entr'égorge en fonction des appartenances confessionnelles. Automatiquement, le modèle israélien redore alors son blason ; il apparaît comme seul capable de protéger les minorités opprimées ; l'Etat israélien peut de ce fait ouvertement se poser en « protecteur » des chrétiens libanais devenus minoritaires sur leur propre territoire, du fait d'une moindre croissance démographique et du risque grave de l'implantation définitive des réfugiés palestiniens, en majorité musulmans, sur le sol libanais. Habilement, en 1976, le président syrien bloquera la percée israélienne au Liban, en se présentant à son tour comme protecteur des chrétiens libanais, pour faire avancer ses troupes au Liban. Israël parviendra cependant, grâce à l'intervention diplomatique des Etats-Unis, à bloquer l'avance syrienne sur la fameuse « ligne rouge » du Sud-Liban, ce qui lui permettra par la suite d'installer la milice du commandant Haddad. Les prémices de l'atomisation du Liban sont ainsi posées.

La menace iranienne, quant à elle, est d'un tout autre ordre. Le sionisme a apporté le message de l'exclusivisme triomphant d'une minorité ; la révolution iranienne, celui d'un fondamentalisme religieux révolutionnaire à vocation internationale, sans lien avec les grandes puissances et qui prétend exporter vers tous les pays islamiques son refus de l'ordre établi. Exclusivement chiite dans ses aspirations, le modèle khomeinyste suscite bien entendu l'hostilité de tous les pays du Proche-Orient à majorité sunnite, sinon démographiquement du moins toujours politiquement (sauf le Yémen du Nord - zaïdite - et Oman - kharidjite).

L'appel khomeinyste contribue à son tour à la déstabilisation générale de l'ordre établi par l'agitation des minorités. C'est évidemment, après l'Irak, surtout dans les riches Etats pétroliers du Golfe, en particulier en Arabie Saoudite, au Koweït, à Bahrein et à Dubai, que les risques sont les plus grands ; beaucoup d'éléments chiites dans ces pays sont ethniquement d'origine iranienne, continuent de parler le persan et conservent le plus souvent un statut socio-économique inférieur. C'est dans le contexte de la révolution fondamentaliste iranienne que s'inscrivent des événements tels que l'attaque de la mosquée de La Mecque, à la fin de l'année 1979, par un groupe d'extrémistes musulmans, ou encore la tentative de coup d'Etat que les autorités de Bahrein disent avoir découverte à la fin de l'année 1981.

Les fondamentalismes chiite et sunnite encouragent les forces centrifuges à l'œuvre dans la plupart des pays de la région

En Irak, où le sud du pays est chiite, si le fond ethnique et culturel est bien arabe, en revanche la présence des plus importants lieux saints chiites (Nedj et Kerbala) a créé des liens puissants avec les grands centres d'enseignement religieux chiite en Iran. Enfin, au Liban, les chiites - longtemps minorité particulièrement défavorisée du point de vue politique, social et économique - sont devenus, grâce à un fort taux d'augmentation démographique, une majorité parmi les communautés islamiques et, de loin, la communauté la plus grande du pays. Les troubles civils depuis 1975, la révolution iranienne et l'ascension sociale de plusieurs éléments de la communauté grâce en particulier à l'émigration en Afrique noire, ont permis à la communauté de se structurer et de s'affirmer avec un sentiment accru d'identité (8).

Bien que, sur le plan de la doctrine religieuse, très éloignée du fondamentalisme irano-chiite, le fondamentalisme sunnite - actif surtout en Egypte et en Syrie - soit produit par les mêmes causes (les distorsions du développement et les inégalités socio-économiques accrues

entraînées par les retombées de la « prospérité » pétrolière), il vise au même but : la subversion de l'ordre établi en vue du retour au système islamique idéal, le règne exclusif de la loi coranique. Encouragé par Anouar El Sadate en Egypte pour faire pièce au nassérisme de gauche, ce fondamentalisme provoquera la disparition violente du président égyptien et contribuera considérablement à faire monter la tension entre coptes et musulmans, tension qui dégénère en véritable bataille rangée au Caire en 1981.

Tout en étant issue du rameau chiite, la secte des alaouites en Syrie se situe hors de l'orthodoxie chiite. Longtemps minorité opprimée et déshéritée, elle est parvenue à dominer l'Etat et le parti. L'alliance actuelle de la Syrie avec l'Iran découle cependant beaucoup plus d'intérêts d'Etat dans le jeu des rivalités interarabes que de sympathie pour le fondamentalisme khomeinyste iranien. Les alaouites, tout comme les druzes d'ailleurs, sont en effet imperméables à tout fondamentalisme religieux en raison du syncrétisme religieux et philosophique qui caractérise la doctrine des deux sectes. En Syrie, c'est en fait le fondamentalisme sunnite des Frères musulmans qui livre au régime une guerre sans merci ; en cas de troubles généralisés dans le pays, peut-il, par son action, entraîner une désintégration de la Syrie sur le modèle libanais par un repliement des alaouites sur les montagnes de la zone côtière méditerranéenne dont ils sont issus (9)?

On touche ici au noeud du problème. S'il est possible en effet de concevoir mille et un scénarios d'atomisation du Proche-Orient en fonction de la vitalité dont font preuve depuis dix ans les principales minorités, en fonction aussi de la dynamique des divers fondamentalismes religieux, et enfin du fait de la conjonction déstabilisatrice de l'action d'Israël et de l'Iran, il est en revanche plus difficile de concevoir la mise en application pratique d'une telle atomisation. Le cas du Liban est incontestablement exemplaire à cet égard. Depuis 1975, la population libanaise, dans sa majorité, a prouvé qu'elle n'entendait pas se laisser atomiser, et cela en dépit des atroces violences confessionnelles que les innombrables milices locales, manipulées par diverses forces régionales, ainsi que les mouvements palestiniens et les troupes syriennes lui ont fait subir, en dépit aussi des innombrables obstacles mis par ces milices à la libre circulation des Libanais d'une région à une autre. Beaucoup ont payé de leur vie la volonté de maintenir des liens avec toutes les régions et toutes les communautés. Même coupée en deux par mille obstacles dangereux et par des combats incessants, Beyrouth n'a pu être effectivement divisée, et des centaines de milliers de Beyrouthains se sont obstinés, tout au long de ces années, à passer quotidiennement du secteur Est de la ville au secteur Ouest, et vice versa, au mépris de leur sécurité. Bien plus, désarmé et incapable d'assurer la sécurité, l'Etat libanais a continué de fonctionner et de faire marcher tant bien que mal les services publics vitaux pour la survie du pays, face à tous les empiètements dont il était l'objet.

En réalité, le Proche-Orient est certes une mosaïque de minorités, mais un ingrédient majeur manquera toujours aux stratèges qui, pour mieux régner, chercheraient à diviser la région : l'homogénéité ethnique et religieuse des divers milieux géographiques. Les minorités du Proche-Orient sont, en effet, si étroitement imbriquées les unes aux autres, en milieu urbain comme en milieu rural, et cela depuis des dizaines de siècles, que leur ségrégation a toujours présenté un obstacle infranchissable. Ainsi, au siècle passé, la tentative de séparer les druzes des maronites par l'organisation de violences collectives et des déplacements de population finit par se heurter au problème des villages mixtes du Chouf ainsi qu'à l'entêtement de la population de villages druzes à demeurer sur place, en zone à prédominance maronite, de même que les maronites restaient dans leurs villages, en zone à prépondérance druze. Une partie du Metn, région avoisinante du Chouf, dans le Mont-Liban, fut bien vidée de sa population druze, mais les puissances coloniales et l'Empire ottoman, fatigués du « casse-tête » libanais, finirent par trouver un arrangement et supprimèrent le régime des deux entités séparées non sans avoir au préalable abondamment fait couler le sang des Libanais, en 1860. Sitôt l'arrangement trouvé, comme par enchantement, les violences collectives confessionnelles, qui avaient frappé la population du Mont-Liban pendant vingt ans, devaient disparaître.

En fait, très rares sont les régions parfaitement homogènes du point de vue ethnique ou religieux, en dehors des zones isolées de haute montagne. Communautés religieuses ou ethnies sont imbriquées entre elles et avec la majorité religieuse ou ethnique de chaque région, et cela de façon inextricable. Bien plus, les frontières entre majorité et minorités ne sont jamais très claires ; ainsi les Kurdes ne sont pas arabophones dans leur grande majorité mais, en revanche, ils sont pour la plupart musulmans sunnites (environ 8% de tribus chrétiennes) ; les chiïtes, alaouites, druzes et chrétiens (sauf les Assyriens) sont arabophones, tout en étant partout en conflit avec la prépondérance sunnite. Une histoire commune et de nombreux intérêts matériels lient toutes ces minorités aussi bien entre elles qu'avec la majorité sunnite arabophone du Proche-Orient. Elles furent écartées du pouvoir et des structures bureaucratiques par l'Empire ottoman (lui-même exclusivement sunnite), mais un demi-siècle d'Etat moderne, de développement des systèmes éducatifs et des partis politiques laïques a permis partout aux minorités (y compris les Kurdes et les chiïtes) non seulement de prendre leur pleine place dans les Etats issus du démembrement de l'Empire ottoman, mais d'y accaparer parfois tout le devant de la scène. Seuls les coptes en Egypte, que l'occupation anglaise avait poussés à prendre une place prépondérante dans l'administration durant près de soixante-quinze ans, ont connu une marginalisation certaine à la suite de la poussée de la petite bourgeoisie sunnite égyptienne sous le règne de Nasser. Bien plus, il arrive souvent que les sources du conflit local à l'intérieur des Etats ne se trouvent pas dans les relations entre la majorité et les communautés religieuses ou les ethnies minoritaires, sinon accessoirement, mais doivent être cherchées dans la diversité des milieux géographiques polarisés par de grands centres urbains historiquement rivaux. Ainsi, le fossé profond entre Alep et son arrière-pays, porte de la vallée de l'Euphrate, et donc économiquement tournée vers l'Irak et la Turquie, d'un côté, et Damas, porte du désert arabe et de la Jordanie, de l'autre. De même, en Irak, les différences aiguës entre Bagdad et Mossoul, ou la prééminence prise par les personnalités politiques originaires de la région de Takrit dans la gestion du pays, prééminence qui ne relève pas de la dynamique des conflits entre Kurdes et Arabes ou entre sunnites et chiïtes. Tous ces clivages ne recoupent que très partiellement, et parfois pas du tout, les frontières communautaires et ethniques. En revanche, ces dernières peuvent souvent être analysées et expliquées en partie par des facteurs socio-économiques, en particulier la dichotomie ville-campagne (les minorités du Proche-Orient ayant presque toutes des origines rurales montagnardes) et les phénomènes d'urbanisation trop rapide dans des conditions de développement tronqué et faussé par la rente pétrolière et la dépendance économique. Enfin, on ne manquera pas de mentionner la très grande diversité de comportements et d'opinions à l'intérieur de chaque minorité, ainsi que les rivalités tribales et régionales qui existent au sein de chaque communauté religieuse ou ethnique, ce qui complique encore la tâche de ceux qui pensent pouvoir manipuler et orienter ces corps complexes que sont les minorités.

Le redécoupage du Proche-Orient sur la base de ses minorités ethniques et religieuses, remettant en cause les Etats issus de l'éclatement de l'Empire ottoman et mis en place par les puissances européennes au début du siècle, n'est donc pas une entreprise aisée. Contre vents et marées, les Etats les plus menacés par les forces de déstabilisation de la région - Syrie, Liban et Irak - tiennent bon. Ce sont les populations qui sont martyrisées, sans que la conscience du monde s'en émeuve particulièrement. Comble de la dérision, si l'errance palestinienne a fini par susciter une sympathie internationale, surtout après les bombardements sanglants de Beyrouth et les massacres de Sabra et de Chatila, Israël s'efforce de redorer son blason grâce à la commission d'enquête que le gouvernement a finalement accepté de mettre en place. Par contre, les violences collectives qui sévissent encore au Liban, sous l'oeil de l'armée israélienne, laissent l'opinion internationale indifférente alors qu'ils sont au coeur de l'entreprise de déstabilisation.

**Le viol des frontières et des souverainetés
est favorisé par le déclin de la morale internationale
comme par la dégradation des moeurs politiques**

Les meilleurs chances de cette entreprise résident précisément dans l'éclipse de toute moralité internationale et, *a fortiori*, de toute règle du jeu respectée par les grandes puissances et leurs régimes clients. S'y ajoute, bien sûr, une terrible dégradation des mœurs politiques et des méthodes de pouvoir dans les pays concernés. De ce fait, les frontières et les souverainetés nationales sont partout de plus en plus bafouées : Tchad, Cambodge, Somalie, Ouganda, Angola, Afghanistan constituent quelques exemples tristement célèbres, auxquels s'ajoutent le Liban, l'Irak et l'Iran. Au regard de cette banalisation des atteintes graves à l'intégrité des Etats, Israël jouit d'une indulgence totale, en fait sinon en paroles, de la part des pays occidentaux lorsqu'il invoque les impératifs de sa sécurité.

M. Kissinger a d'ailleurs récemment déclaré, dans une longue interview à l'hebdomadaire anglais *The Economist* (13 novembre 1982), que la reconnaissance d'Israël par l'O.L.P. et par les pays arabes ne serait que le début d'un processus d'accommodement aux exigences israéliennes, et non point sa fin. Pour l'ancien secrétaire d'Etat, le seul vrai danger dans cette région résiderait dans la non-acceptation des volontés israéliennes. « *Les Israéliens, dit-il, doivent sentir, mieux qu'ils n'osent l'exprimer, que pour une nation avec une marge étroite de survie et un peuple dont l'histoire est une série de catastrophes, la ligne de séparation est très étroite entre l'arrogance et l'hystérie, entre le comportement trop sûr de lui et la panique. S'ils sont poussés trop près de cette ligne, il pourrait y avoir une débâcle politique et psychologique ou une éruption convulsive.* » On ne saurait mieux justifier la déstabilisation régionale dont la création de l'Etat d'Israël a posé les germes en 1948, et qui semble être devenue, depuis que M. Sharon est ministre de la défense, un objectif publiquement avoué de la politique israélienne, le « plan Reagan » n'ayant fait d'ailleurs qu'entretenir les éléments de cette déstabilisation en refusant d'envisager la création d'un Etat palestinien même après la période de transition de cinq ans prévue par les accords de Camp David. En rejetant sur le royaume jordanien tout le poids d'hypothétiques négociations avec Israël sur la rive occidentale du Jourdain et sur Gaza, en ne parlant même pas du Golan occupé et en achevant de marginaliser l'O.L.P., les Etats-Unis exposent dangereusement la Jordanie et poussent la Syrie à s'accrocher à ses positions au Liban, autant d'éléments qui vont dans les sens des intérêts israéliens. Il est vrai que le président américain affirmait, dans son discours du 1er septembre, que « *l'engagement des Etats-Unis envers la sécurité d'Israël est en acier* » . Quand aux puissances européennes, sauf pour ce qui est de l'envoi de la Force multinationale jusqu'ici circonscrite à une partie de Beyrouth, elles ne se démarquent des Etats-Unis que verbalement, pour mieux sauvegarder des intérêts commerciaux et financiers.

Bien plus, les pays occidentaux ne sentent guère la paix du monde menacée au Proche-Orient. L'Union soviétique apparaît à l'heure actuelle, et pour la première fois depuis la guerre de Suez, en 1956, hors de l'échiquier régional. L'armée israélienne semble de son côté invincible et sa force de frappe équivaut à celle de plusieurs pays européens réunis. Quant à l'empoignade irako-iranienne, elle affaiblit deux pays qui, par leurs ambitions hégémoniques et leurs richesses pétrolières, ont autrefois menacé la suprématie des grands de ce monde et leur confort matériel. Il n'y aurait donc pas lieu de s'inquiéter outre mesure d'une balkanisation du Proche-Orient, à supposer que les tendances actuelles se généralisent malgré les nombreux obstacles, et parviennent jusqu'au bout de leur logique.

Georges Corm

Ancien ministre libanais des finances, auteur de *La Question religieuse au XX^e siècle*, La Découverte, Paris, 2006, du *Proche-Orient éclaté, 1956-2006*, Gallimard, coll. « Folio », Paris, 2006, et de *Orient-Occident, la fracture imaginaire*, La Découverte, Paris, 2005.

L'existence de notre journal ne peut pas uniquement dépendre du travail de la petite équipe qui le produit, aussi enthousiaste soit-elle. Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

(1) De son côté, l'ex-président de la République libanaise durant les années de troubles de 1975-1976, Soleiman Frangié, a affirmé, dans plusieurs déclarations à la presse après avoir quitté le pouvoir, que les Etats-Unis ont cherché à implanter les Palestiniens au Sud-Liban et à évacuer les chrétiens du Liban vers le Canada puis, devant les obstacles à ce dessein, ont cherché à créer un Etat chrétien au Liban à partir de 1978. (Voir, par exemple, les déclarations à la revue *Al Jamhour* du 3 mai 1978 et au journal *Al Anouar* du 27 août 1979, tous deux paraissant à Beyrouth).

(2) Un contentieux politico-historique oppose sunnites et chiites ; il remonte aux premières années de l'émergence de l'islam et porte sur la succession du Prophète, en particulier l'éminence de Ali, gendre du Prophète, et à sa descendance, dont se réclament les chiites, mais qui n'est pas reconnu par les sunnites.

(3) Paul Balta : «La guerre du Golfe et l'avenir de la région», *le Monde* , 17 août 1982.

(4) Oded Yinon : «Stratégie pour Israël dans les années 1980», article reproduit par la *Revue d'études palestiniennes*, n°5, automne 1982.

(5) Ilan Halevi, dans une «table ronde» sur le Liban dont le texte est publié dans la revue *Peuples méditerranéens*, n°20, juillet-septembre 1982, p. 5 (numéro sur le thème : «Liban, remises en cause»).

(6) *Revue d'études palestiniennes*, *op. cit.* Pour ceux que rebuterait ou choquerait l'assimilation de certaines théories au nazisme, comme le fait I. Shahak, on signalera que Albert Einstein, Hanna Arendt et plusieurs personnalités juives des Etats-Unis ont fait paraître dans le *New York Times* , le 4 décembre 1948, une lettre condamnant M. Menahem Begin et son organisation terroriste de la façon suivante : «*Les contradictions existant aujourd'hui entre les courageuses allégations que font aujourd'hui Begin et son parti, et l'histoire de leurs performances passées en Palestine portent le cachet d'un parti politique peu commun. C'est le cachet sans doute possible d'un parti fasciste pour qui le terrorisme (contre les juifs, Arabes et Britanniques de façon égale) et le faux témoignage sont des moyens et un Etat leader le but.*»

(7) Fait peu connu du grand public, les Anglais, dès 1840, bien avant la naissance du mouvement sioniste, pensent à amener les juifs d'Angleterre en Palestine pour faire pièce à l'influence acquise par la France sur la région à travers sa «protection» de la communauté maronite. Pour plus de détails, voir G. Corm, *Contribution à l'étude des sociétés multiconfessionnelles* L.G.D.J., Paris, 1971.

(8) On rappellera que c'est sous l'impulsion d'un dignitaire religieux d'origine libanaise mais ayant vécu à Qom, en Iran, l'imam Moussa el Sadr, disparu en Libye en 1978, que la communauté s'est structurée à travers la mise en place du Mouvement des déshérités au début des années 1970 qui donnera naissance en 1975 à Amal, organisme politico-militaire de la communauté chiite.

(9) On rappellera les graves troubles entre sunnites et chiites en Turquie en 1980, troubles qui vont créer les circonstances propices au coup d'Etat militaire.